

## Le premier qui dit la vérité...

### Parole Interdite, Parole Imposée

Bruno Guigue, sous-préfet de Saintes en Charente-Maritime, vient d'être démis de ses fonctions par Madame Alliot-Marie, ministre de l'intérieur. Son crime ? Un texte publié sur Oumma.com où Bruno Guigue s'en prend au lobby pro-israélien en France. Les phrases reprises en boucle qu'on lui reproche sont celles-ci :

« À propos de terrorisme, l'Etat d'Israël, qui plus est, peut se targuer d'un palmarès hors compétition.(...) Ses admirateurs occidentaux doivent certainement s'extasier sur les prouesses d'une armée capable de tuer aussi aisément des enfants avec des missiles. Ils doivent aussi se confondre d'admiration devant les geôles israéliennes, où grâce à la loi religieuse, on s'interrompt de torturer durant le shabbat. »

Hélas ce que la ministre Alliot Marie qualifie de « violemment anti-israélien » est la vérité nue: l'Etat d'Israël a commis et commet encore tous les jours des crimes de guerre.

Depuis le début de la deuxième Intifada, 7000 Palestiniens, pour la quasi-totalité des civils désarmés ont été tués par les forces d'occupation. Depuis 1967, 650000 Palestiniens ont connu la prison et souvent la torture. Les assassinats politiques soi-disant ciblés, le blocus d'un million et demi de personnes dans Gaza affamée et privée de médicaments, la destruction du Sud-Liban, les confiscations incessantes de terre, bafouent tous les jours les Droits de l'Homme et le Droit International. S'il n'est sans doute pas le seul, comme le propose à tort B. Guigue dont les snippers tirent sur des petites filles à la sortie des écoles, Israël est par contre le seul Etat qu'il est aujourd'hui interdit de critiquer en France.

Passant aux actes, le gouvernement ne se contente plus d'imposer une parole dictée sur Israël, il l'impose par la force ; et celui qui dit la vérité en tant que citoyen, et non dans l'exercice de sa fonction de sous préfet, monsieur Bruno Guigue se voit limogé. Voilà ce qui s'appelle aujourd'hui une démocratie éclairée. Mais quelques questions se posent alors : Le Président de la République ne devrait-il pas être limogé pour la vision raciste et coloniale de l'Afrique qu'il a présentée au nom du peuple français à l'université de Dakar le 26 juillet 2007 ? ... «*Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain [...] dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès. Dans cet univers où la nature commande tout, [ il ] reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais l'homme ne s'élanche vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.*» ...

Monsieur Goasguen député UMP à l'assemblée nationale ne doit-il pas répondre de son ignoble assimilation de tout un peuple résistant à l'occupation à « *un peuple sauvage de terroristes épouvantables* » (discours prononcé au nom du groupe Amitié France-Israël place de la République à Paris le 11 mars dernier.) Aucun des membres de ce groupe ni de l'UMP n'a émis la moindre critique de ces paroles.

Mr Redeker, fonctionnaire de l'Education Nationale, professeur de philosophie au lycée Pierre-Paul-Riquet à Saint-Orens de Gammeville, devait-il être promu chercheur au CNRS pour avoir copieusement insulté tous les musulmans et leur religion dans le Figaro du 19 septembre 2006 ? ... « *Il n'est pas déplacé de penser que*

*cette interdiction ( le string à Paris -Plage ! ndlr) traduit une islamisation des esprits en France, une soumission plus ou moins consciente aux diktats de l'islam. Ou, à tout le moins, qu'elle résulte de l'insidieuse pression musulmane sur les esprits. Islamisation des esprits : ceux-là même qui s'élevaient contre l'inauguration d'un Parvis Jean-Paul-II à Paris ne s'opposent pas à la construction de mosquées. L'islam tente d'obliger l'Europe à se plier à sa vision de l'homme. »... « Haine et violence habitent le livre dans lequel tout musulman est éduqué, le Coran. Comme aux temps de la guerre froide, violence et intimidation sont les voies utilisées par une idéologie à vocation hégémonique, l'islam, pour poser sa chape de plomb sur le monde. »...*  
Son devoir de réserve de fonctionnaire pour cet article haineux n'a à aucun moment été mis en cause par le gouvernement.

Il y a aujourd'hui des paroles racistes autorisées en France, et des paroles de critique légitime interdites. Si l'on transposait les paroles des trois personnages précités sur le monde juif, le judaïsme ou Israël, il y aurait limogeages, scandales et procès. C'est une véritable guerre civile que cherche à provoquer ce gouvernement en soutenant de façon scandaleusement arbitraire la discrimination sur des bases ethnico religieuses, et en interdisant une critique politique qui pour violente qu'elle soit répond à une réalité encore plus violente, celle de l'oppression quotidienne de millions de civils des territoires occupés palestiniens.

La sortie du conflit israélo -palestinien que l'on veut présenter comme très compliquée repose en réalité sur des bases très simples. Respecter le Droit, appliquer toutes les résolutions que les gouvernements israéliens violent impunément depuis des décennies, assurer l'égalité des droits entre les peuples de la région.

**Le principal obstacle à la paix en Israël-Palestine, c'est l'impunité scandaleuse accordée à Israël. Le principal obstacle à la paix civile en France c'est l'inégalité et la discrimination érigées en nouvelle morale.**

En voulant bâillonner toute critique, en s'engageant clairement aux côtés du gouvernement israélien, le gouvernement français commet un acte très grave.

Sur le plan intérieur, il veut criminaliser toute critique de la part de ses citoyens et montre l'exemple en frappant au plus haut niveau : Les préfets sont sommés de se taire et de remplir leurs quotas de sans papiers expulsés.

Sur le plan international, en s'engageant dans un soutien inconditionnel à l'occupant, le gouvernement français tourne le dos à la « paix juste et durable ».

**L'Union Juive Française pour la Paix exige la levée des sanctions contre Bruno Guigue.**

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

FAX : \_\_\_\_\_ E-Mail : \_\_\_\_\_

Je souhaite être informé des activités de l'UJFP  Je souhaite adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque de :

40 € (membre actif)  80 € (membre de soutien)  7,50 € (chômeurs et précaires)

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de l'UJFP et l'envoyer à : UJFP, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS -

Tél. national : 06 25 36 63 70 – [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org) - [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)